

NATURE DU TEXTE	NOTE DE SERVICE	A REPERTOIRE
STRUCTURE EMETTRICE	DIRECTION GENERALE ADJOINTE CHARGEE DES ENGAGEMENTS	
N° D'ORDRE		
DATE D'EMISSION		
OBJET	FINANCEMENT DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES : CREATION DE NOUVELLES EXPLOITATIONS	

- Vu la Loi 83-18 du 13.08.1983 relative à l'APFA et textes subséquents ;
- Vu la Loi 10-03 du 15.08.2010 fixant les modalités d'exploitations des terres agricoles du domaine privé de l'Etat,
- Vu l'Ordonnances n° 08.04 du 01.09.2008 fixant les modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat destinés à la réalisation des projets d'investissement.
- Vu le Décret n° 97-483 du 15.12.1997 fixant les modalités, Charges et conditions de la concession des parcelles de terre du domaine prive de l'Etat.
- Vu l'arrêté interministériel n° 108 du 23.02.2011, portant création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage.
- Vu la convention entre le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural relative au crédit d'investissement **ETTAHADI** ;
- Vu la Décision Réglementaire n° 17 du 28 Décembre 2005, portant repositionnement de la banque sur le secteur de l'agriculture et le développement rural ;
- Vu la Décision Réglementaire n° 23 du 16 octobre 2006, portant modification et complément de la DR n° 17 du 28 Décembre 2005 ;
- Vu Les Décisions Réglementaires portant dispositif d'octroi, de gestion et de recouvrement des crédits et tout texte réglementaire interne en cours :

### 1° / DE L'OBJET :

La présente note a pour objet de définir les procédures et conditions pratiques de financement des opérations d'investissement et de mise en valeur des terres relevant de la propriété privée et du domaine privé de l'Etat.

### 2° / DE LA DEFINITION DU CREDIT ET DU CHAMPS D'APPLICATION

Le financement des opérations des investissements objet de la présente note s'opère dans le cadre d'un crédit appelé « ETTAHADI ».

**ETTAHADI** est un crédit d'investissement bonifié, selon les modalités reprises ci-dessous, par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Il est octroyé dans le cadre de



la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage ou d'exploitations existantes sur les terres agricoles non exploitées relevant de la propriété privée et du Domaine Privé de l'Etat.

Les actions ciblées par ETTAHADI sont la réalisation de projets d'investissements retenus dans le programme de mise en valeur approuvés par les structures habilitées du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, notamment, l'Office National des Terres Agricoles (ONTA) dont les domaines concernés sont les suivants et comportant **les actions définies en annexes** :

- Création, équipement et modernisation de nouvelles exploitations agricoles et/ou d'élevage,
- Renforcement des capacités de production de celles existantes et insuffisamment valorisées,
- L'intensification, la transformation, la valorisation de produits agricoles et d'élevage, la distribution et l'exportation de produits agricoles et agroalimentaires

### **3°/ DES LIMITES DE CREDIT BONIFIE**

Le crédit ETTAHADI est accordé pour les projets approuvés par les structures habilitées du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, notamment l'Office National des Terres Agricoles (ONTA) dans les limites suivantes :

- Un million de dinars (1 000 000,00 DA) par hectare pour les nouvelles exploitations agricoles et d'élevage ne dépassant pas 10 hectares ;
- Cent millions de dinars (100 000 000,00 DA) pour les concessionnaires bénéficiaires d'exploitations de plus de 10 hectares et tout autre bénéficiaire du Crédit ETTAHADI ;
- Au delà de ces montants, les porteurs de projets sont libres de négocier les crédits auprès de la BADR, dans le cadre des crédits classiques et les procédures internes en vigueur à la BADR.

### **4°/ CARACTERISTIQUES DU CREDIT ETTAHADI BONIFIE:**

#### **4-1 De la durée du crédit ETTAHADI**

La durée du crédit ETTAHADI, est modulée en fonction de la maturité de chaque projet. Elle peut être à moyen terme et bénéficie des avantages de la bonification de taux et elle peut être à long terme.

##### **4-1-1 Moyen terme**

Durée : modulée en fonction des capacités du bénéficiaire et de la maturité du projet 3 à 7 ans maximum,  
Différé : 1 à 2 ans,  
Taux d'intérêts : Conventionnel avec le MADR ou taux en vigueur

##### **4-1-2 Long terme**

Durée : 8 à 15 ans maximum,  
Différé : 0 à 5 ans (la durée doit être modulée en fonction de la date d'entrée en production de l'exploitation) ;  
Taux d'intérêts : taux en vigueur après la période de bonification reprise ci-dessous.



## 4-2 Bonification

- Le taux d'intérêt est bonifié à 100% (taux 0) pendant les trois premières années ;
- Le taux d'intérêt, à la charge du bénéficiaire, est de un (1%) à partir de la quatrième année jusqu'à la cinquième année ;
- Le taux d'intérêt à la charge du bénéficiaire, est de trois (3%) à partir de la sixième année jusqu'à la septième année ;
- A partir de la huitième année, le bénéficiaire supporte l'intégralité du taux d'intérêt.

Tout bénéficiaire du crédit **ETTAHADI** qui rembourse aux échéances arrêtées ci-dessus ouvre droit à un autre crédit de même nature, lorsqu'il s'agit d'une extension.

## 5°/ CONDITIONS D'ELIGIBILITE

### 5-1. Entités éligibles

Le crédit **ETTAHADI bonifié** est accordé aux personnes physiques et aux personnes morales présentant un cahier des charges validé par les structures habilitées du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural notamment, l'Office National des Terres Agricoles, à savoir :

- Les propriétaires de terres privées non exploitées et les concessionnaires de nouvelles exploitations agricoles et/ou d'élevages relevant du domaine privé de l'Etat ;
- Les agriculteurs et les éleveurs, à titre individuel ou organisés en coopérative ou groupements légalement constitués ;
- Les entreprises économiques, publiques ou privées, intervenant dans les activités de productions agricoles, de valorisation, de transformation, de distribution des produits agricoles et agroalimentaires ;
- Les fermes pilotes.

### 5-2. Viabilité des projets

Les projets validés et remplissant les conditions d'admissibilité (opportunité et faisabilité des actions) auprès des structures habilitées du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et/ou de l'ONTA doivent répondre aux exigences suivantes :

- La viabilité du projet et sa durabilité ;
- La rentabilité financière du projet ;
- La capacité de remboursement.

### 5-3. Garanties Bloquantes

- Hypothèque légale affectant le droit réel immobilier résultant de la concession ainsi que l'engagement d'hypothèque sur les constructions à édifier sur le terrain concédé ;
- Hypothèque légale de l'exploitation lorsqu'il s'agit de propriété privée,
- La caution solidaire des associés, des coopérateurs ou des membres du groupement légalement constitué (pour les personnes morales),

### 5-4. Des Garanties non bloquantes

- Le nantissement des équipements financés et gage du matériel roulant,
- L'assurance multirisque avec subrogation au profit de la banque,



- Souscription (à faire par la banque) au Fonds de Garantie Agricoles (FGA) devant faire l'objet de comptabilisation,

## **6°/ .DE LA CONSTITUTION DU DOSSIER**

Le dossier de demande de crédit, une fois constitué, doit être déposé auprès de l'Agence Locale d'Exploitation territorialement compétente qui doit, impérativement délivrer un accusé de réception :

### **6-1 Pièces constitutives pour les personnes physiques :**

- Demande de crédit ;
- Cahier des charges validé par l'ONTA,
- Extrait de naissance,
- Acte de concession ou acte de propriété (pour les terres privées),
- Etude technico-économique du projet établie par un bureau d'études agréée et validée par l'ONTA,
- Factures pro-forma/devis,
- Décision d'octroi de subvention (dans le cas où le projet est soutenu par les Fonds Publics tels que FNDIA, FDRMVTC, FLDDPS...),
- Permis de construire (pour les bâtiments d'exploitation),
- Autorisation des services de l'hydraulique pour forage (dans le cas où celui-ci est nécessaire).
- Agrément sanitaire (pour les bâtiments d'élevage existants).

### **6-1 Pièces constitutives pour les personnes morales :**

- Demande de crédit,
- Cahier des charges validé par l'ONTA,
- Acte de concession ou acte de propriété (pour les terres privées),
- Etude technico-économique du projet établie par un bureau d'études agréée et validée par ONTA,
- Factures pro-forma/devis,
- Décision d'octroi de subvention (dans le cas où le projet est soutenu par les Fonds Publics tels que FNDIA, FDRMVTC, FLDDPS...),
- Permis de construire (pour les bâtiments d'exploitation),
- Autorisation des services de l'hydraulique pour forage (dans le cas où celui-ci est nécessaire).
- Copie certifiée conforme des statuts,
- Copie certifiée conforme de l'agrément (pour les coopératives),
- Procès verbal de désignation d'un représentant disposant d'un pouvoir d'emprunt (pour les sociétés et coopératives).
- Agrément sanitaire (pour les bâtiments d'élevage existants).

## **7°/ SUIVI DES CREDITS**

### **7.1/ Le suivi sur terrain :**

L'ALE est tenue d'effectuer des visites sur site dont l'une avant la mise en place du crédit sanctionnées par un procès verbal signé par les deux parties (banque/client).

### **7.2/ Les remboursements :**



Le remboursement des crédits s'effectue par échéance, trimestrielle, semestrielle ou annuelle, en fonction des caractéristiques des spéculations. Aussi, les situations des intérêts sont transmises trimestriellement pour remboursement auprès du Trésor Public.

### **7.3/ impayés**

En cas de non remboursement partiel ou total du principal à l'échéance convenue, et si le bénéficiaire évoque des motifs valables et justifiés, il peut demander la révision de la durée initiale du crédit et bénéficier du taux de bonification adéquat conformément à l'article 06 de la convention signée entre le MADR et la BADR

### **7.3/ Statistiques :**

Au plan statistique, les GRE procéderont à l'établissement d'une situation trimestrielle indiquant par Agence (voir tableau en annexe) :

- Les bénéficiaires ;
- Les crédits accordés ;
- Les crédits utilisés et les intérêts courus.

## **8°/ FINANCEMENT DES BESOINS D'EXPLOITATION**

Les crédits de campagne (R'FIG) destinés à la production agricole peuvent être consentis :

- Dès la cession des terres lorsqu'une partie de celle-ci peut être mise en culture (ressources en eau déjà mobilisées, parcelles cultivables) et pendant l'exécution du programme de mise en valeur (réalisation partielle).
- Après l'achèvement des opérations de mise en valeur des terres agricoles.

L'attention de tous les responsables concernés, à tous les niveaux qu'ils soient, est attirée sur l'attention particulière à accorder à la mise en œuvre des dispositions de la présente note.

Il est important d'œuvrer à la réussite du dispositif de mise en valeur défini dans la présente dont l'impact est déterminant pour favoriser l'accroissement de la production agricole et assurer pleinement le rôle de pivot du financement du développement du secteur de l'agriculture et du monde rural dévolu à la BADR.

Le traitement des dossiers doit se faire avec toute la célérité voulu pour préserver les intérêts de la banque et ceux de sa clientèle.

Par ailleurs, la vigilance de tout le personnel en général et des cadres, dédiés à la surveillance des risques en particulier, doit être sans faille pour réduire le risque dans cette activité.

Tous les cadres de la banque et les directeurs de GRE et d'ALE en particulier sont invités à faire part de toute difficulté ou suggestion que pourrait soulever ce type de financement.